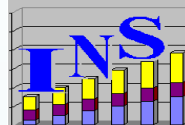




R épublique D éocratique du Congo
Ministère du Plan et S uivi de la Mise en œuvre de
la R évolution de la Modernité



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



AVANT - P R O P O S

La décision d'élaborer les comptes de la Nation selon le *Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 93)* a été prise, depuis l'an 2000, par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN). Jusqu'à l'adoption récente en 2008, d'un nouveau référentiel d'élaboration des comptes nationaux, le *SCN93* constituait l'approche la plus complète et recommandée au niveau international pour l'élaboration des comptes nationaux. La quasi-totalité des pays du monde l'ont adopté depuis des années et présentent leurs comptes suivant ce système. Aussi, pour garantir la comparabilité des statistiques sur les comptes nationaux de la RDC par rapport aux autres pays, il est apparu plus qu'urgent que la décision de la CESCN soit mise en pratique.

Mais, la mise en œuvre du SCN93 nécessitait un système intégré des données de base notamment sur le secteur productif et la demande en biens et services, l'emploi et les prix. L'Institut National de la Statistique (INS) a donc dû attendre qu'un certain nombre d'opérations statistiques soient effectuées avant d'entreprendre cette tâche de rénovation des comptes nationaux par l'adoption effective du SCN93.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de voir l'INS mettre à la disposition du Gouvernement et des autres utilisateurs les comptes nationaux de la RDC élaborés selon ce système. Ces comptes, plus complets, couvrent la période 2000-2009 et fournissent des outils d'aide à la formulation des politiques macro-économiques et de prise des décisions.

Pour le Gouvernement, les statistiques contenues dans ce document constituent la référence officielle en matière des statistiques des comptes nationaux pour la République Démocratique du Congo.

L'élaboration des comptes de la Nation s'inscrit globalement dans le cadre de la vision définie par le Gouvernement en matière statistique, dans la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS), adoptée le 8 mars 2013. Ce travail s'intègre harmonieusement dans le processus de réhabilitation du Système Statistique National (SSN).

Le Gouvernement continuera également à solliciter l'accompagnement des partenaires techniques et financiers dans le cadre de ce processus de réhabilitation du Système Statistique de la RDC, comme cela a été le cas pour la rénovation des comptes nationaux.

Il me plait, à cet égard d'adresser les remerciements du Gouvernement congolais à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce programme de révision des comptes nationaux selon le *SCN 93*, particulièrement au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), à la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), à la Banque Africaine de Développement (BAD), à la Banque Mondiale (BM) et au Fonds Monétaire International (FMI /AFRI TAC-Centre), dont le soutien technique, logistique et financier a été déterminant dans ce processus.

Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO

**Ministre du Plan et Suivi de la Mise en œuvre
de la Révolution de la Modernité**

Table des matières

AVANT-PROPOS	1
TABLE DES MATIERES	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DE TABLEAUX	6
INTRODUCTION	7
I. APERÇU GENERAL DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE	10
I. 1 Evolution générale de l'économie congolaise	11
I. 2 Evolution sectorielle de l'économie congolaise entre 2000 et 2009	13
I. 3 Evolution des emplois du Produit Intérieur Brut	14
I. 4 Poids du secteur informel dans l'économie congolaise	16
I. 5 Perspective de l'évolution de l'économie congolaise à l'horizon 2015	17
II. PRESENTATION DES COMPTES NATIONAUX ELABORES	19
II.1. Synthèse de principaux indicateurs	20
II.2 Evolution du PIB par branches et par composantes de la demande finale.....	22
II.3. Comptes détaillés, 2005 et 2006.....	33
ANNEXE	
Annexe 1 : Définitions des agrégats et autres concepts du SCN 93	38
Annexe 2 : Composition de la Commission des Etudes Statistiques et Comptes Nationaux (CESCN)	45
Annexe 3 : comité des experts de la CESCN	45
Annexe 4 : experts ayant contribué à l'élaboration des comptes nationaux.....	45
Annexe 5 : Comité de rédaction	46

Sigles et abréviations

APU	Administration Publique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCC	Banque Centrale du Congo
BCECO	Bureau Central de Coordination
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CB	Compte des branches
CDF	Congo Democratic Franc
DSCRIP	Document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	Direction Générale des Impôts
ECOSOC	Conseil Economique et Social des Nations Unies
ERE	Equilibre Ressources/Emplois
ERETES	Logiciel informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FMI	Fonds Monétaire International
FBCF	Formation brute de capital fixe
INS	Institut National de la Statistique
INSS	Institut National de Sécurité Sociale
OCC	Office Congolais de Contrôle
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RdM	Reste du monde
RNB	Revenu National brut
SCN 68	Système de Comptabilité nationale des Nations Unies de 1968
SCN 93	Système de Comptabilité nationale des Nations Unies de 1993
SOC	Solde des Opérations Courantes avec l'extérieur
STA	Département des statistiques du FMI
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
UCOP	Unité de Coordination des Projets

Liste de tableaux

Tableau 1 : Poids du secteur informel dans l'économie congolaise en 2005.....	16
Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et sociaux.....	20
Tableau 3 : Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en milliards de CDF courants).....	22
Tableau 4 : Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en milliards de CDF constants de 2005).....	23
Tableau 5 : Produit intérieur brut selon les dépenses (en milliards de CDF courants).....	24
Tableau 6 : Produit intérieur brut selon les dépenses (en milliards de CDF au prix de 2005).....	25
Tableau 7 : Structure du produit intérieur brut par branche (en% du PIB).....	26
Tableau 8 : Structure de produit intérieur brut selon les dépenses (en % du PIB).....	26
Tableau 9 : Taux de croissance du Produit intérieur brut réel par branche d'activité économique (en %)......	28
Tableau 10 : Taux de croissance du produit intérieur brut réel selon les dépenses.....	29
Tableau 11 : Contribution des branches en points de croissance du produit intérieur brut réel.....	30
Tableau 12 : Contribution des emplois en points de croissance du produit intérieur brut réel.....	31
Tableau 13 : Comptes de branches d'activités économiques (en millions de CDF courants), 2005.....	33
Tableau 14 : Comptes de branches d'activités économiques (en millions de CDF courants), 2006.....	34
Tableau 15 : Prise en compte du secteur informel dans le produit intérieur brut (en millions de CDF), 2005	36

INTRODUCTION

Les comptes nationaux présentés dans ce document sont élaborés selon le *système de Comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 93)*. Ce système apporte des améliorations méthodologiques substantielles par rapport au système précédent (*SCN 68*), affectant l'ensemble des résultats des comptes des branches d'activité et des secteurs institutionnels, en vue d'adapter les comptes nationaux aux exigences en matière d'analyse économique et aux transformations rapides et profondes de l'environnement économique et financier. Le nouveau système de comptabilité nationale introduit des changements majeurs relatifs aux concepts, aux modes de classification et de valorisation des opérations sur biens et services, notamment dans la prise en compte de certains faits économiques. A titre illustratif, les prospections minières et pétrolières qui, dans *le SCN 68* étaient considérées comme consommations intermédiaires, sont désormais prises, dans le SCN 93, comme investissements.

Les travaux du passage du SCN68 au SCN93 ont par ailleurs été l'occasion de porter un regard nouveau sur les domaines suivants: l'aide internationale dont l'évaluation directe a permis de mieux saisir son impact sur l'économie nationale notamment dans l'estimation de la formation brute de capital fixe (FBCF) ; la production autoconsommée par les ménages, autrement dit la « production non marchande pour compte propre des ménages » ; la consommation de capital fixe (CCF) des administrations publiques ; le commerce non enregistré ; l'économie informelle, grâce aux résultats de l'enquête 1-2-3 ; la sous déclaration statistique des entreprises formelles.

La mise en œuvre du SCN 93 a par ailleurs nécessité le recours à un plus grand nombre de données statistiques provenant de plusieurs sources. Les plus importantes sources ont été :

- les données comptables des entreprises assujetties à la déclaration statistique et fiscale (DSF), réceptionnées par le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC) pour environ 1200 entreprises ;
- les données du commerce extérieur et de la balance des paiements ;
- les données de l'administration publique (centrale et locale) ;
- les résultats de l'enquête 1-2-3 de 2005 ;
- les données du Service Nationale des Statistiques Agricoles (SNSA) ;
- les données financières des banques et des assurances.

Au plan méthodologique, il convient de mentionner qu'une réconciliation des trois optiques de détermination du PIB, à savoir l'optique par l'offre, celle par la demande et celle par le revenu a été mise en œuvre pour la détermination du Produit Intérieur Brut (PIB). L'optique de la demande a été rendu possible grâce à la disponibilité de la dépense de consommation finale des ménages, suite aux résultats de l'enquête 1-2-3 de 2005, alors qu'auparavant, cet agrégat était obtenu par solde.

S'agissant de l'offre, un arbitrage dans le cadre des travaux combinés des équilibres ressources et emplois et des comptes des branches a permis de déterminer les niveaux des productions et des consommations intermédiaires (CI) qui s'harmonisent avec le niveau de la demande finale. Aussi, cette technique a permis de prendre en compte le secteur informel, la consommation de capital fixe des administrations, les activités domestiques, etc...

L'approche « revenu » s'est basée principalement sur les données des Administrations Publiques et des résultats de l'enquête 123. Le revenu des sociétés formelles est une estimation à partir des états financiers des données comptables des entreprises assujetties à la déclaration statistique et fiscale (DSF), réceptionnées par le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPC) pour environ 1200 entreprises ;

L'année 2005 a été retenue comme année de base du fait notamment de la disponibilité pour cette année de données de base essentielles et de ce qu'elle n'est pas une année de grandes fluctuations économiques.

En effet, en 2004 a eu lieu à Kinshasa une enquête du type 1-2-3, qui a été étendue en 2005 à l'ensemble du pays, fournissant ainsi une information statistique importante pour les travaux de la comptabilité nationale à savoir, la dépense des consommation finale des ménages, l'emploi et le secteur informel. Un effort a été fait pour collecter et saisir les données des entreprises du secteur moderne au travers des états financiers des entreprises, déposés au Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo en 2005. De même, les données sur l'exécution du budget de l'administration publique (centrale et provinciale) et celles des organismes publics (INSS, BCECO, UCOP,...) ainsi que les états financiers des institutions financières ont été rendues disponibles.

Les comptes des années 2005 et 2006 sont des comptes détaillés tels que le recommande le SCN93. Ils comprennent notamment les comptes des branches et la séquence complète des comptes des secteurs institutionnels, du compte de production au compte du capital. Les comptes de tous les secteurs institutionnels ont été élaborés ainsi que les comptes de reste du monde. On dispose pour ces deux années des tableaux du cadre central du SCN 93 que sont le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI). Ces comptes ont été élaborés au moyen de l'outil ERETES.

Les comptes des années 2000 à 2004 ont été retropolés de proche en proche, en partant des comptes des années 2005 et 2006 et en utilisant les taux de croissance et les taux d'inflation réellement calculés lors de l'élaboration des comptes de ces années suivant le SCN68.

Les comptes des années 2007 à 2009 sont des comptes rapides. Ils procèdent de la même méthodologie que ceux des années 2005. Les dépenses de consommation finales des ménages ont été extrapolées à partir des celles de 2005 et 2006, sur base du taux de croissance démographique, du taux d'inflation et du taux présumé de croissance du revenu. Les autres éléments de la demande finale étaient relativement faciles à estimer.

La comparaison entre les comptes nationaux élaborés selon l'ancien système SCN 68 et selon le SCN 93 laisse apparaître des différences significatives en ce qui concerne le niveau et la répartition du produit intérieur brut par branches d'activité économique. Ainsi, pour

l'année de base 2005, le SCN93 estime le PIB de la RDC à 5670 milliards de CDF contre 3577 milliards calculés suivant le SCN 68, accusant un taux de réévaluation du PIB d'environ 58%. Cette différence est imputable à la fois, à l'intégration des statistiques de meilleure qualité telles que les dépenses de consommation finale des ménages et les statistiques sur le secteur informel provenant de l'enquête 1-2-3 et, également, au changement de certains concepts ayant un impact aussi bien sur la production que sur la formation brute de capital fixe.

La présente publication comprend deux parties à savoir : (i) Aperçu général de l'économie congolaise, et (ii) Présentation des comptes élaborés

La partie I trace l'évolution générale de l'économie. Cette évolution est décrite par secteurs et par composantes de la demande finale. Cette partie décrit également l'importance du secteur informel dans l'économie congolaise et donne les perspectives de l'économie congolaise à l'horizon 2015.

La partie II concerne les différents tableaux de comptes nationaux élaborés. Elle présente d'abord la synthèse de principaux indicateurs macroéconomiques de la RDC de 2000 à 2015, puis l'évolution du PIB par branches et par composantes de la demande finale et enfin les comptes détaillés de production pour les années 2005 et 2006.

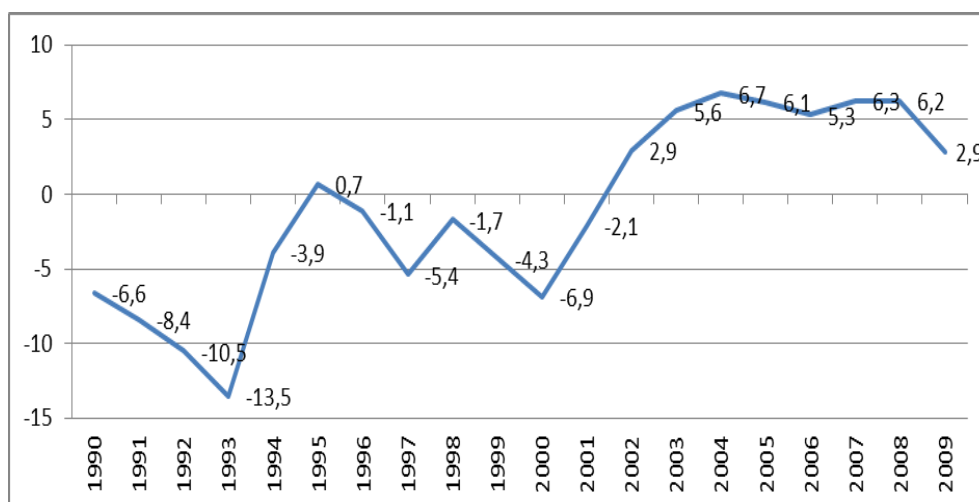
Un rappel de la définition des agrégats et autres concepts du *SCN 93* ainsi que la liste des experts ayant pris part aux travaux d'élaboration de ces comptes nationaux sont en annexe.

I. Aperçu général de l'économie congolaise

I. 1 Evolution générale de l'économie congolaise

Après une longue période d'essoufflement de 1990 à 2001 caractérisée par des taux de croissance négatifs (-5,6% en moyenne), l'économie congolaise a renoué avec des taux de croissance positifs à partir de 2002. Ainsi, le taux de croissance annuel du PIB est passé de 2,9 % en 2002 à 6,2 % en 2008, reflétant les effets induits des différentes réformes politiques et macroéconomiques mises en œuvre par le Gouvernement pour relancer la croissance et réduire la pauvreté, en collaboration avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, plus particulièrement le FMI et la Banque Mondiale. Le graphique 1 ci-dessous reprend l'évolution de taux décroissance de la RDC de 1990 à 2009 .

Graphique 1 : Croissance du PIB réel (en %)

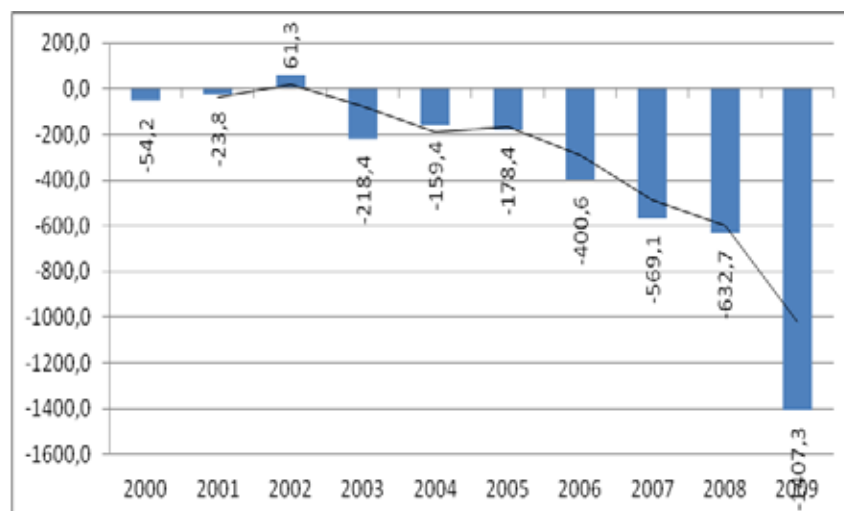


Cependant, ce mouvement de reprise de la croissance économique s'est atténué en 2009, principalement suite à la baisse d'activité, particulièrement dans le secteur minier secoué par la crise financière internationale. La décélération dans le secteur minier a été très profonde, avec une croissance de la valeur ajoutée qui s'est établie à 0,9 %, soit 10,5 points de pourcentage de moins qu'en 2008. Cette crise a fortement touché le secteur de télécommunication dépendant en grande partie du secteur minier. Ainsi le secteur des télécommunications a enregistré un recul de 17% de sa production en 2009, après une hausse de 11% en 2008.

Au niveau des comptes extérieurs, le solde des opérations sur les biens et services est resté déficitaire et s'est détérioré davantage à partir de 2007. Ce solde déficitaire est passé de 215,4 milliards de CDF ou 0,5% du PIB en 2003 à 1 407,3 milliards de CDF ou 13,1% du PIB en 2009, Le graphique 3 repris ci-dessous retrace l'évolution de ce déficit.

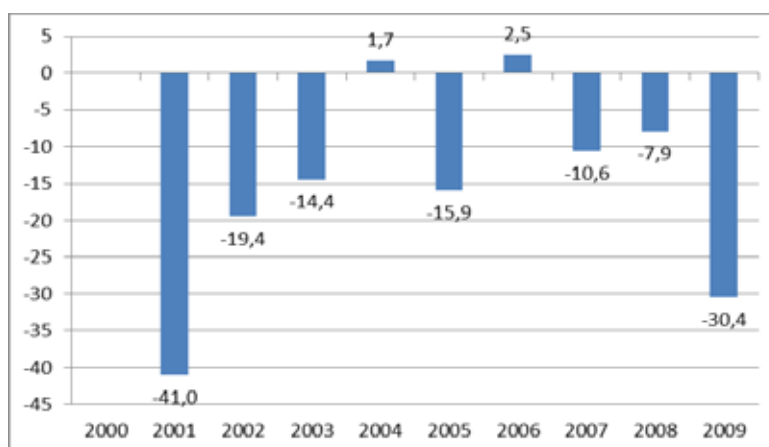
En effet, nonobstant, la hausse des exportations, de 869,6 milliards de CDF à 4049,2 milliards, sur la période sous-étude, la forte augmentation des importations, qui sont passées de 1 085,1 milliards de CDF en 2003 à 5 456,4 milliards de CDF en 2009, a conduit à une dégradation du taux de couverture passant de 80,1% à 74,2% respectivement pour les années 2003 et 2009 et approfondissant ainsi le déficit de la balance commerciale.

Graphique 3 : Evolution de la balance des biens et des services avec l'extérieur



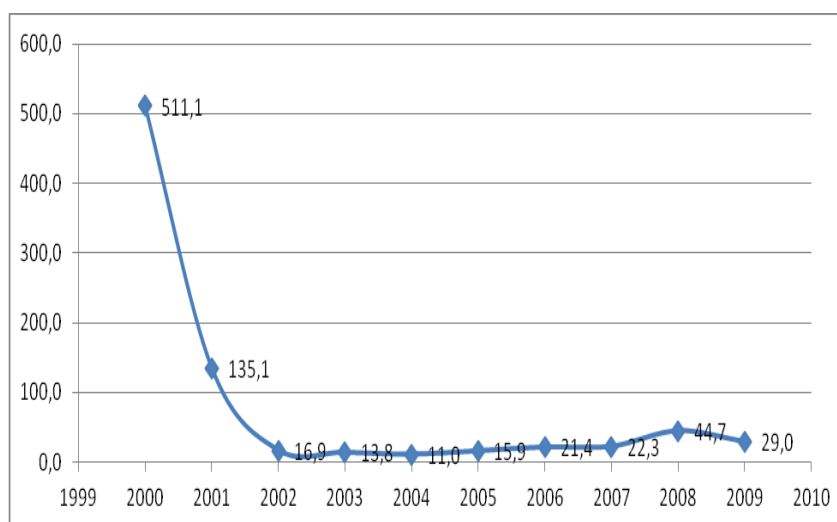
La détérioration des comptes extérieurs a impacté sur la dépréciation continue du franc congolais par rapport aux devises étrangères, à l'exception des années 2004 et 2006 où la monnaie locale a connu une légère appréciation respectivement de 1,7 % et 2,5 % par rapport au dollar américain. Le tableau 4 donne l'évolution de la dépréciation du franc congolais par rapport au dollars USD.

Graphique 4 : Variation du taux de change du franc congolais par rapport au dollars US



La conduite d'une politique monétaire et budgétaire de plus en plus restrictive s'est traduite par une maîtrise progressive des prix. L'inflation en glissement annuel a régulièrement ralenti, en passant de 511,2 % en 2000 à 29 % en 2009. Malgré cette évolution favorable, le niveau de l'inflation est resté supérieur à l'objectif d'un taux d'inflation à un chiffre que s'est fixé le Gouvernement. Le graphique 2 donne l'évolution de l'inflation de 2000 à 2009.

Graphique 2- Evolution des taux annuels d'inflation (en %)



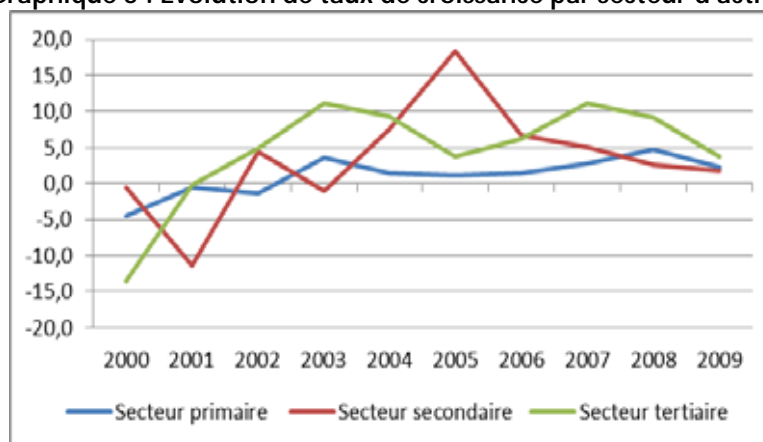
Actuellement, la RDC est comptée parmi les pays qui ont un niveau de l'inflation le plus faible dans les pays membres de SADC et de COMESA.

I. 2 Evolution sectorielle de l'économie congolaise

La croissance économique entamée depuis 2002, comme on l'a vu précédemment a fléchi en 2009 suite à une contraction du PIB. Le taux de croissance qui se situait une année plutôt à 6,2% est tombé à 2,9% en 2009. Cette contre performance résulte des tendances contractées au niveau de différents secteurs d'activités économiques.

Le graphique 5 ci-après retrace l'évolution de la valeur ajoutée des secteurs d'activités primaires, secondaires et tertiaires entre 2000 et 2009.

Graphique 5 : Evolution de taux de croissance par secteur d'activité économique

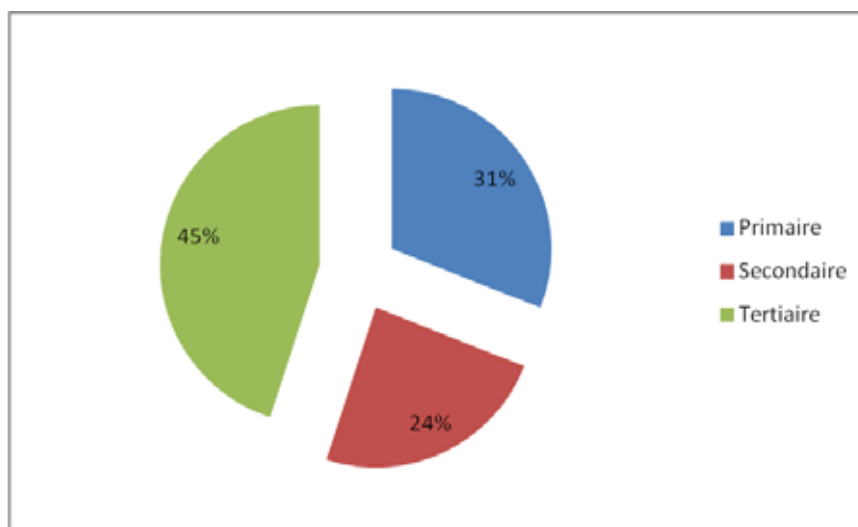


Tous les trois secteurs ont enregistré un taux de croissance positifs à partir de 2003 à l'exception du secteur secondaire. Le taux de croissance moyen par secteur entre 2000 et

2009 est de 1,7%, de 3,5% et de 6,6 % respectivement pour le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

S'agissant de la structure du PIB par secteur d'activités, le graphique 6 ci-après montre que le PIB est très dominé par le secteur tertiaire (45, %), suivi du secteur primaire (31 %) et du secteur secondaire (24 %). La prédominance du secteur tertiaire est essentiellement le fait de l'importance prise par le secteur informel dans les activités de service, notamment le commerce.

Graphique 6 : Structure moyenne du PIB par secteurs d'activités économiques



I. 3 Evolution des emplois du Produit Intérieur Brut

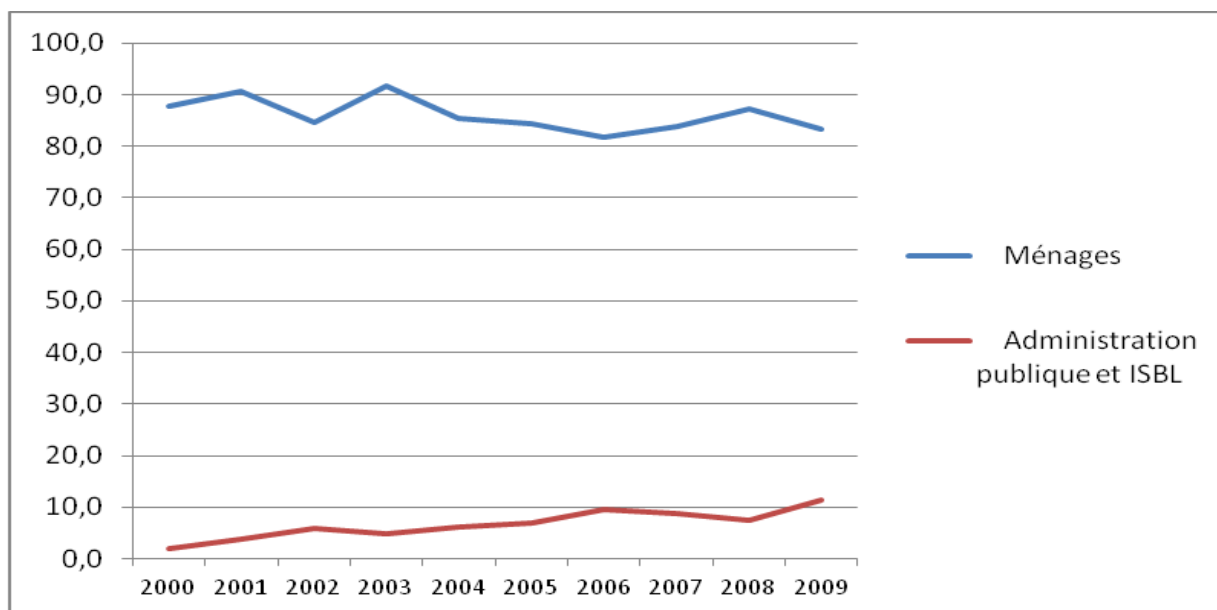
La croissance économique, vue du côté de la demande, a été essentiellement expliquée par la consommation finale et les investissements publics et privés.

Dépense de consommation finale

La dépense de consommation finale reste très importante dans le PIB dominée par la dépense de consommation finale des ménages qui représente en moyenne 85% du PIB. Elle a enregistré une progression moyenne annuelle de 3,7% durant la période sous-étude.

La consommation finale de l'administration publique intervient pour près de 7% dans le PIB. Cette consommation a enregistré également une croissance moyenne annuelle de 10,2 % entre 2000 et 2009.

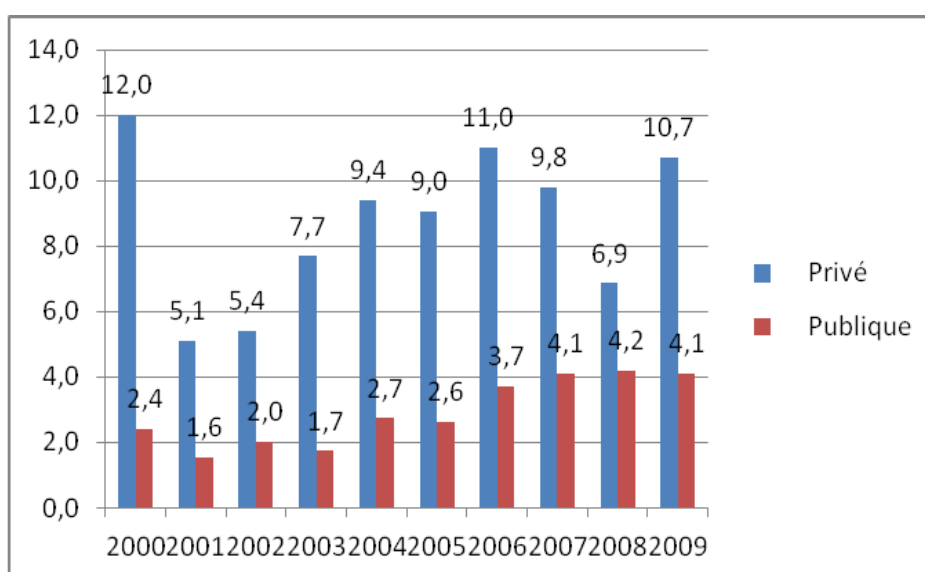
Graphique 7 : Evolution de la consommation finale des ménages et des administrations publiques par rapport au PIB (en %).



Investissements

Après un fort recul en 2001, passant de 14,4% en 2000 à 6,7% en 2001, le taux d'investissement a, par la suite, enregistré un accroissement jusqu'à atteindre un taux de 17 % en 2009. Cette évolution témoigne l'effort de la reconstruction du pays tant par le secteur public que privé. D'une façon générale, ce sont les investissements privés qui prédominent. Le graphique 8 donne l'évolution du poids des investissements publics et privés par rapport au PIB.

Graphique 8 : Investissements publics et privés en % du PIB

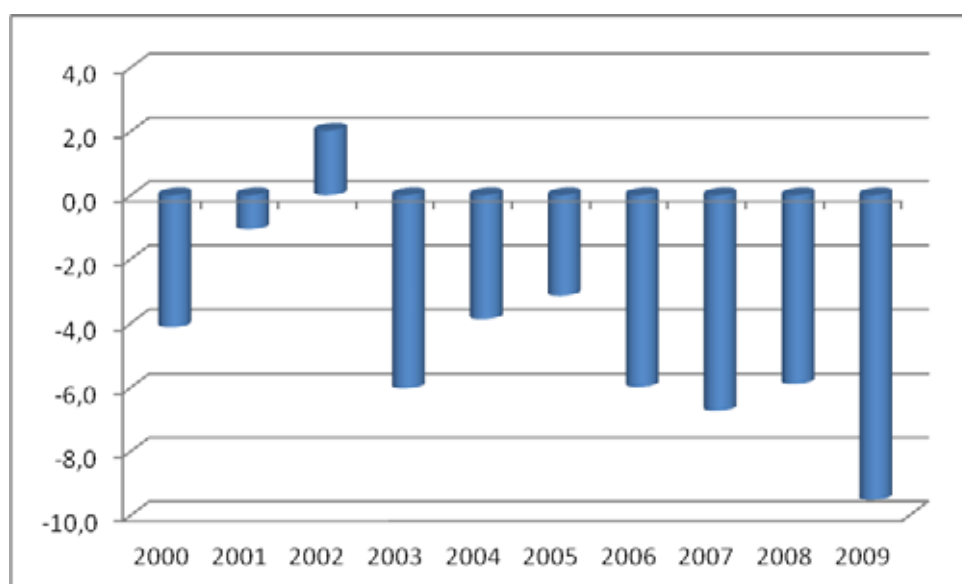


Exportations et importations

Les importations ont connu une hausse régulière sur la période de 2000 à 2009 avec une croissance moyenne annuelle de 9,1%. Pendant ce temps, les exportations sont toutes aussi à la hausse avec une croissance moyenne annuelle de 8,2%. Cependant en dehors de l'année 2002, la demande extérieure nette (*exportations moins importations*) est restée toujours négative du fait de la faible progression des exportations face à une augmentation des importations.

Le niveau de la demande extérieure nette est passé de -4,1 % du PIB en 2000 à -10,9 % du PIB en 2009.

Graphique 9 : Evolution de la demande extérieure (en % du PIB)



I. 4 Poids du secteur informel¹ dans l'économie congolaise

En 2005, le secteur informel a représenté environ 55,3% du PIB. Le secteur informel hors agriculture représente 43,4% du PIB non agricole. Dans l'ensemble, la part de l'agriculture dans le PIB se situait à 21,6% dont le PIB agricole informel à lui seul représentait 96,4%. Cette importance de l'informel serait la résultante non seulement de la longue crise économique depuis les pillages de 1991 et 1993, mais également de la défaillance des politiques salariales aussi bien dans le secteur public que privé, soumettant ainsi les ménages à la nécessité de trouver des solutions de survie au travers d'activités génératrices de complément de revenu. Le tableau 1 ci-après donne la part du secteur informel par branche d'activités économiques.

¹ Le secteur informel est défini comme un ensemble des petites entreprises artisanales, commerciales, de transport ou encore des services qui ne sont pas intégrées dans le cadre juridico-institutionnel de l'Etat et de l'économie moderne. Généralement, ces entreprises sont dépourvues de statut légal, ne tiennent pas de comptabilité et n'appliquent pas la législation du travail.

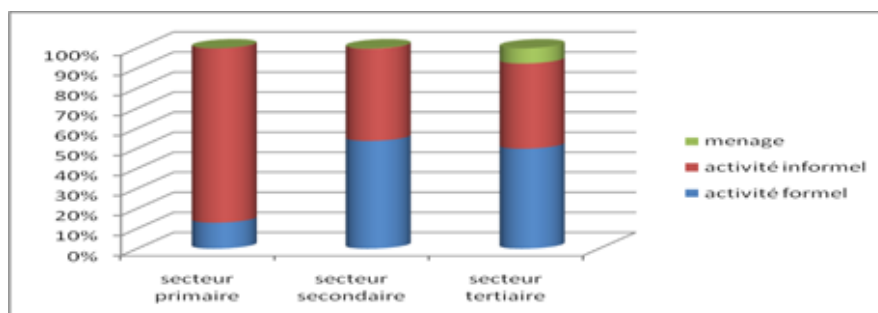
Tableau 1 : Poids du secteur informel dans l'économie congolaise en 2005.

Branches d'activité	Formelle	Informelle	Ménage usage propre ²	Total	Part de l'informel
Secteur primaire	258421	1396331	0	1654752	84,4
Agriculture, Sylvic. Et Pêche	45 167	1 178 398	0	1 223 565	96,3
Extraction	213 254	217 933	0	431 187	50,5
Secteur secondaire	738 325	630 890	2 237	1 371 452	46,0
Industrie manufacturière	531 926	562665	0	1094591	51,4
Production et distribution d'électricité et eau	60921	0	0	60921	0,0
Construction	145478	68225	2237	215940	31,6
Secteur tertiaire	1 218 913	1 036 744	185 022	2 440 679	42,5
Commerce, réparation, hôtel, bar et restaurant	244790	688693	0	933483	73,8
Transports et auxiliaires de transport	246932	281839	0	528771	53,3
Postes et télécommunications	255103	0	0	255103	0,0
Activités financières et immobilières	86548	43628	178912	309088	14,1
Services aux entreprises	44931	20	0	44951	0,0
Activité de l'Administration Publique	173582	0	0	173582	0,0
Education, santé et action sociale	179526	0	0	179526	0,0
Activités à caractère collectif ou personnels	7906	22564	6110	36580	61,7
Sifim	-20405	0	0	-20405	0,0
VA pb	2 215 659	3063965	187259	5466883	56,0
Taxes sur les produits	132711	70471		203182	34,7
PIB pm	2348370	3134436	187259	5670065	55,3
Part en % du total	41,4	55,3	3,3	100	55,3

De façon générale, la part de l'informel dans le secteur primaire est de 84,4%, dominée quasi exclusivement par les activités traditionnelles de l'agriculture (96,3%) et les activités minières informelles (50,5% de la branche). Dans le secteur secondaire et le secteur tertiaire, la part des activités informelles représente respectivement 46,0 % et 42,5 %. Le graphique 10 indique la part des activités informelles par secteur d'activités économiques.

² « Ménage usage propre » comprend l'auto-construction des logements, les services de loyer imputés et les services domestiques. Au niveau de l'agriculture sylviculture et pêche l'enquête 1-2-3 n'a pas pu fournir la production des ménages pour la partie pour usage propre. Cette partie est intégrée dans le secteur informel.

Graphique 10 : La part des activités informelles par secteurs d'activités en 2005



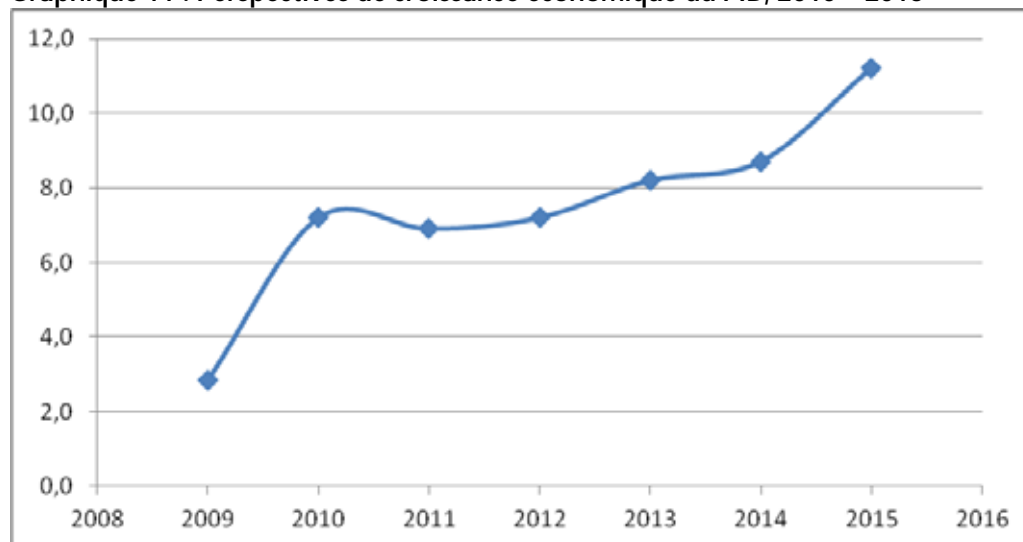
I. 5 Perspective³ de l'évolution de l'économie congolaise à l'horizon 2015

Les perspectives économiques de la RDC à l'horizon 2015 concernent les estimations jusqu'en 2012 et des projections du PIB jusqu'à la fin de l'année 2015 du PIB selon le SCN 93.

Les estimations sont un prolongement du PIB de 2009 en appliquant les estimations de réalisation de taux de croissance du PIB en 2010, 2011 et 2012 qui sont respectivement de . 7,2%, de 6,9% et de 7,2%. .

Pour la période 2013-2015, le Comité du Cadrage Macroéconomique table sur une accélération continue de la croissance économique de 8,2% en 2013, de 8,7% en 2014 et atteindre un rythme de 11,2% en 2015. Sur base de ces hypothèses, le niveau de PIB a été projeté jusqu'en 2015 à partir de l'estimation du PIB de 2012. Le graphique 11 ci après reprend la tendance de l'évolution du PIB jusqu'en 2015.

Graphique 11 : Perspectives de croissance économique du PIB, 2010 – 2015



³ Ces perspectives ont été calculées sur la base des indicateurs fournis par le Comité du cadrage macroéconomique (CPCM).

II. Présentation des comptes nationaux élaborés

II.1. Synthèse de principaux indicateurs

Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et sociaux

Libellé	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Estimation			Projection		
											2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance réel du PIB (en %)	-6,9	-2,1	2,9	5,6	6,7	6,1	5,3	6,3	6,2	2,9	7,2	6,9	7,2	8,2	8,7	11,2
PIB NOMINAL																
PIB, ancienne série, SCN 68 (en milliards de CDF)	968	1408	1922	2299	2601	3577	4254	5334	6744	9073	11903	14436	16436	17784	19544	21851
PIB, ancienne série, SCN68 (en milliards des dollars US)	5,9	5,0	5,5	5,7	6,5	7,5	9,2	10,3	12,0	11,2	13,1	15,7	17,9	19,3	21,1	23,3
PIB SCN93(en milliards de CDF courants)	1317	2231	3026	3623	4114	5670	6695	8456	10742	14789	19405	23565	25792	29303	32553	37067
PIB, SCN93 (en milliards de dollars US courants)	8,0	8,0	8,7	8,9	10,3	12,0	14,5	16,4	19,1	18,3	21,4	25,7	28,1	31,9	35,1	39,6
PIB REEL																
PIB, SCN 68, (en milliards de CDF de 2005)	2970	2908	2992	3160	3371	3577	3767	4004	4252	4375	4690	5014	5375	5816	6392	7146
PIB, SCN 68, (en milliards de USD de 2005)	6,3	6,1	6,3	6,7	7,1	7,5	7,9	8,5	9,0	9,2	9,9	10,6	11,3	12,3	13,5	15,1
PIB, SCN 93, (en milliards de CDF de 2005)	4704	4605	4741	5005	5342	5670	5972	6345	6741	6933	7432	7945	8517	9216	10017	11139
PIB (en milliards de dollars E.U de 2005)	9,9	9,7	10,0	10,6	11,3	12,0	12,6	13,4	14,2	14,6	15,7	16,8	18,0	19,5	21,4	23,9
PIB PAR HABITANT																
- NOMINAL SCN 93																
en CDF courants	25324	41423	54323	62908	69073	92078	105138	128440	157791	210096	266610	314032	333377	367361	395836	437181
en dollars E.U. courants	154	148	157	155	173	194	228	249	281	261	294	342	363	400	427	467
- NOMINAL SCN 68																
en CDF courants	18612	26137	34505	39916	43675	58088	66807	81018	99066	128891	163539	192377	212443	222952	237657	257711
en dollars E.U. courants	113	94	100	99	110	123	145	157	177	160	181	210	231	242	256	275
- REEL SCN68																
en CDF DE 2005	57118	53947	53718	54855	56566	58068	59130	60849	62439	62151	64429	66855	69446	72881	77757	84267
en dollars US de 2005	121	114	113	116	119	123	125	128	132	131	136,0	141,0	147,0	154,0	164,0	178,0
- REEL SCN 93																
en CDF de 2005	90440	85481	85107	86899	89705	92078	93784	96382	99017	98495	102115	105878	110089	115535	121810	131380
en dollars E.U. de 2005	190,9	180,4	179,6	183,4	189,3	194,3	197,9	203,4	209,0	207,9	215,5	223,5	232,4	243,8	259,9	281,9
REVENU NATIONAL BRUT (RNB) selon SCN68																
- RNB aux prix du marché (en milliards de CDF)	956	1327	1840	2227	2487	3551	4043	4992	6229	8445	10955	13426	15480			
-RNB/habitant en CDF	18380	24625	33038	38657	41769	57665	63492	75828	91499	119968	150518	178923	200003			
-RNB/habitant en USD		119	95	95	105	122	137	147	163	149	166	195	218			
REVENU NATIONAL BRUT (RNB) selon SCN93																
- RNB aux prix du marché (en milliards de CDF)	1305	2150	2944	3551	4000	5644	6484	8114	10227	14161	18457	22556	24836			
-RNB/habitant en CDF	25092	39911	52856	61650	67167	91655	101822	123249	150225	201173	253590	300579	320881			
-RNB/habitant en USD		193	153	152	169	193	220	239	268	249	280	327	349			
PRIX ET CHANGE																
Taux d'inflation (en %)	511,1	135,1	16,9	13,8	11,0	15,9	21,4	22,3	44,7	29,0	17,2	12,6	2,7	4,0	3,7	3,5
Taux de change cours indicatif: CDF/1 \$US	164,6	279,2	346,5	405,0	398,3	473,8	462,1	516,7	561,1	806,5	905,9	918,0	919,4	919,4	928,0	936,6
POPULATION ET EMPLOI (millions d'habitants)																
- Population résidente	52,0	53,9	55,7	57,6	59,6	61,6	63,7	65,8	68,1	70,4	72,8	75,0	77,4	79,8	82,2	84,8
- Population active occupée	16,4	17,1	17,8	18,5	19,2	20,0	20,8	21,6	22,7	23,3	23,9	24,5	25,1	27,3	29,7	32,2
AUTRES INDICATEURS																
Déflateur du PIB (Indice base 2005 = 100)	28	48	64	72	77	100	112	133	159	210	261	297	303	318	325	333
Déflateur du PIB (variation en %)		73,1	31,7	13,4	6,4	29,9	12,1	18,9	19,6	33,9	22,4	13,6	2,1	5,0	2,2	2,4

Sources : INS de 2000 à 2009 et source Cadrage macroéconomique à partir de 2010 à 2015.

II.2 Evolution du PIB par branches et par composantes de la demande finale

Tableau 3 : Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en milliards de CDF courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur primaire	523,7	861,8	1 001,6	1 178,3	1 346,4	1 654,8	1 798,0	2 321,8	3 168,5	4 216,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	421,1	733,5	804,4	944,0	982,3	1 223,6	1 435,4	1 868,3	2 503,3	3 575,2
Extraction	102,6	128,3	197,2	234,3	364,2	431,2	362,6	453,4	665,1	641,6
Secteur secondaire	192,5	541,5	789,8	811,3	943,2	1 371,5	1 649,7	2 159,1	3 011,9	4 344,2
Industries manufacturières	130,5	442,0	642,0	663,0	725,7	1 094,6	1 272,1	1 693,8	2 425,0	3 565,5
Bâtiment et travaux publics	38,4	61,2	97,7	105,7	164,3	215,9	293,5	360,6	443,2	613,4
Electricité et eau	23,6	38,3	50,1	42,6	53,2	60,9	84,1	104,6	143,7	165,4
Secteur tertiaire	586,2	770,9	1 151,4	1 521,4	1 652,6	2 440,7	2 978,1	3 697,1	4 177,3	5 646,2
Commerce	229,5	323,9	418,2	504,7	530,8	771,6	920,8	1 167,4	1 168,9	1 708,9
Transports et telecommunications	240,3	264,8	442,3	536,5	539,1	783,9	943,6	1 152,6	1 416,7	1 795,1
Autres services hors adm. publique	96,1	154,1	247,3	430,8	496,5	732,0	748,0	892,9	852,6	1 183,7
Services d'administration publique	22,1	25,6	48,5	52,4	96,0	173,6	400,1	554,6	847,9	1 104,1
SIFIM	-1,8	2,5	-4,8	-3,0	-9,8	-20,4	-34,5	-70,4	-108,8	-145,6
PIB au coût des facteurs	1 302,4	2 174,2	2 942,9	3 511,0	3 942,2	5 466,9	6 425,8	8 178,0	10 357,6	14 207,1
Taxes sur les produits	14,6	57,3	83,1	112,3	171,3	203,2	269,0	278,1	384,2	581,8
PIB aux prix courants du marché	1 317,1	2 231,5	3 025,9	3 623,3	4 113,6	5 670,1	6 694,8	8 456,1	10 741,8	14 788,9

Tableau 4 : Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en milliards de CDF au prix de 2005)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur primaire	1 587,0	1 579,3	1 558,2	1 612,8	1 637,3	1 654,8	1 677,8	1 723,2	1 805,0	1 846,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 254,3	1 235,4	1 190,5	1 198,4	1 217,7	1 223,6	1 292,5	1 328,3	1 365,1	1 403,1
Extraction	332,7	344,0	367,7	414,4	419,6	431,2	385,3	394,9	439,9	443,9
Secteur secondaire	1 175,6	1 042,6	1 089,3	1 077,9	1 158,6	1 371,5	1 464,2	1 537,4	1 578,3	1 606,1
Industries manufacturières	1 037,7	891,0	929,4	887,9	926,2	1 094,6	1 184,6	1 245,0	1 278,6	1 303,0
Bâtiment et travaux publics	96,7	105,7	114,6	141,5	177,2	215,9	215,1	226,7	235,3	249,0
Electricité et eau	41,2	45,9	45,3	48,5	55,1	60,9	64,5	65,7	64,3	54,0
Secteur tertiaire	1 847,7	1 844,9	1 936,3	2 150,6	2 352,5	2 440,7	2 594,1	2 885,2	3 151,5	3 270,8
Commerce	632,3	643,4	644,3	655,9	740,7	771,6	844,7	946,1	1 045,2	1 144,3
Transports et télécommunications	421,9	467,6	552,9	700,6	758,3	783,9	839,1	975,9	1 067,8	1 041,4
Autres services hors adm. publique	662,6	611,3	630,4	666,6	716,5	732,0	658,0	704,1	752,6	779,5
Services d'administration publique	152,2	119,2	119,1	133,3	157,8	173,6	273,9	295,5	337,1	365,3
SIFIM	-21,4	3,3	-10,5	-5,8	-20,8	-20,4	-21,5	-36,5	-51,2	-59,7
PIB au coût des facteurs	4 610,4	4 466,7	4 583,7	4 841,2	5 148,4	5 466,9	5 736,1	6 145,8	6 534,8	6 723,8
Taxes sur les produits	93,3	138,1	156,9	163,8	193,9	203,2	235,7	199,7	205,9	209,3
PIB aux prix constants du marché	4 703,7	4 604,9	4 740,6	5 005,0	5 342,3	5 670,1	5 971,8	6 345,5	6 740,7	6 933,1

Tableau 5 : Produit intérieur brut selon les dépenses (en milliards de CDF courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale	1181,2	2105,6	2739,6	3496,6	3768,8	5180,5	6104,1	7839,6	10172,8	13996,9
Ménages	1154,1	2020,8	2561,7	3317,4	3511,6	4786,6	5471,8	7092,1	9380,2	12304,4
Administration publique et ISBL	27,1	84,8	177,9	179,2	257,3	393,9	632,3	747,5	792,7	1692,5
Formation de capital fixe	189,9	148,7	224,8	341,5	499,5	662,0	987,0	1177,3	1189,3	2188,6
Privé	158,3	114,0	163,4	278,4	387,0	512,9	737,7	829,4	737,4	1581,5
Publique	31,6	34,6	61,4	63,1	112,5	149,1	249,3	347,9	452,0	607,1
Variations des stocks	0,2	0,9	0,2	3,6	4,7	5,9	4,2	8,3	12,3	10,6
Demande intérieure	1371,4	2255,2	2964,6	3841,7	4273,0	5848,4	7095,3	9025,2	11324,1	16196,2
Exportation	150,8	267,5	474,2	869,6	935,0	1157,5	1294,8	3379,3	4319,4	4049,2
Importation	-205,0	-291,3	-412,9	-1088,1	-1094,5	-1335,9	-1695,4	-3948,4	-4952,1	-5456,4
PIB aux prix du marché (PIBpm)	1317,1	2231,4	3025,9	3623,3	4113,6	5670,1	6694,8	8456,1	10741,8	14788,9

Tableau 6 : Produit intérieur brut selon les dépenses (en milliards de CDF au prix de 2005)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale	4 269,0	4 135,0	3 830,0	4 650,5	4 966,1	5 180,5	5 470,0	5 873,2	6 009,6	6 020,1
Ménages	4 048,7	3 990,6	3 594,3	4 442,5	4 647,1	4 786,6	4 978,1	5 343,2	5 373,6	5 493,7
Administration publique et ISBL	220,4	144,4	235,8	208,0	319,0	393,9	491,9	530,1	636,0	526,4
Formation de capital fixe	370,2	397,1	586,6	605,8	567,1	662,0	788,6	885,6	942,3	879,8
Privé	284,0	304,6	426,4	494,0	439,4	512,9	591,0	663,7	706,1	637,1
Publique	86,3	92,5	160,2	111,9	127,7	149,1	197,6	221,9	236,1	242,7
Variations de stocks	2,3	1,8	2,0	4,8	5,9	5,9	3,8	3,9	4,0	4,2
Demande intérieure	4 641,5	4 533,9	4 418,7	5 261,2	5 539,1	5 848,4	6 262,4	6 762,8	6 955,9	6 904,1
Exportation	664,8	535,2	976,6	1 120,6	1 151,3	1 157,5	1 179,1	1 494,3	1 564,3	1 350,3
Importation	-602,7	-464,2	-654,6	-1 376,8	-1 348,1	-1 335,9	-1 469,7	-1 911,5	-1 779,4	-1 321,3
PIB aux prix du marché (PIBpm)	4 703,7	4 604,9	4 740,6	5 005,0	5 342,3	5 670,1	5 971,8	6 345,5	6 740,7	6 933,2

Tableau 7 : Structure du produit intérieur brut par branche (en% du PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur primaire	39,8	38,6	33,1	32,5	32,7	29,2	26,9	27,5	29,5	28,5
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	32,0	32,9	26,6	26,1	23,9	21,6	21,4	22,1	23,3	24,2
Extraction	7,8	5,7	6,5	6,5	8,9	7,6	5,4	5,4	6,2	4,3
Secteur secondaire	14,6	24,3	26,1	22,4	22,9	24,2	24,6	25,5	28,0	29,4
Industries manufacturières	9,9	19,8	21,2	18,3	17,6	19,3	19,0	20,0	22,6	24,1
Bâtiment et travaux publics	2,9	2,7	3,2	2,9	4,0	3,8	4,4	4,3	4,1	4,1
Electricité et eau	1,8	1,7	1,7	1,2	1,3	1,1	1,3	1,2	1,3	1,1
Secteur tertiaire	44,5	34,5	38,1	42,0	40,2	43,0	44,5	43,7	38,9	38,2
Commerce	17,4	14,5	13,8	13,9	12,9	13,6	13,8	13,8	10,9	11,6
Transports et telecommunications	18,2	11,9	14,6	14,8	13,1	13,8	14,1	13,6	13,2	12,1
Autres services hors adm. publique	7,3	6,9	8,2	11,9	12,1	12,9	11,2	10,6	7,9	8,0
Services d'administration publique	1,7	1,1	1,6	1,4	2,3	3,1	6,0	6,6	7,9	7,5
SIFIM	-0,1	0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,4	-0,5	-0,8	-1,0	-1,0
PIB au coût des facteurs	98,9	97,4	97,3	96,9	95,8	96,4	96,0	96,7	96,4	96,1
Taxes sur les produits	1,1	2,6	2,7	3,1	4,2	3,6	4,0	3,3	3,6	3,9
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 8 : Structure de produit intérieur brut selon les dépenses (en % du PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale	89,7	94,4	90,5	96,5	91,6	91,4	91,2	92,7	94,7	94,6
Ménages	87,6	90,6	84,7	91,6	85,4	84,4	81,7	83,9	87,3	83,2
Administration publique et ISBL	2,1	3,8	5,9	4,9	6,3	6,9	9,4	8,8	7,4	11,4
Formation de capital fixe	14,4	6,7	7,4	9,4	12,1	11,7	14,7	13,9	11,1	14,8
Privé	12,0	5,1	5,4	7,7	9,4	9,0	11,0	9,8	6,9	10,7
Publique	2,4	1,6	2,0	1,7	2,7	2,6	3,7	4,1	4,2	4,1
Variations de stocks	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Demande intérieure	104,1	101,1	98,0	106,0	103,9	103,1	106,0	106,7	105,9	109,5
Exportation	11,4	12,0	15,7	24,0	22,7	20,4	19,3	40,0	40,2	27,4
Importation	-15,6	-13,1	-13,6	-30,0	-26,6	-23,6	-25,3	-46,7	-46,1	-36,9
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 9 : Taux de croissance du Produit intérieur brut réel par branche d'activité économique (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur primaire	-4,5	-0,5	-1,3	3,5	1,5	1,1	1,4	2,7	4,7	2,3
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	-4,7	-1,5	-3,6	0,7	1,6	0,5	5,6	2,8	2,8	2,8
Extraction	-3,4	3,4	6,9	12,7	1,2	2,8	-10,7	2,5	11,4	0,9
Secteur secondaire	-0,6	-11,3	4,5	-1,0	7,5	18,4	6,8	5,0	2,7	1,8
Industries manufacturières	0,0	-14,1	4,3	-4,5	4,3	18,2	8,2	5,1	2,7	1,9
Bâtiment et travaux publics	-3,3	9,4	8,4	23,5	25,2	21,8	-0,4	5,4	3,8	5,8
Electricité et eau	2,9	11,3	-1,3	7,1	13,6	10,5	5,9	1,8	-2,0	-16,0
Secteur tertiaire	-13,5	-0,2	5,0	11,1	9,4	3,7	6,3	11,2	9,2	3,8
Commerce	-0,7	1,7	0,1	1,8	12,9	4,2	9,5	12,0	10,5	9,5
Transports et télécommunications	-5,4	10,8	18,2	26,7	8,2	3,4	7,0	16,3	9,4	-2,5
Autres services hors adm. publique	-27,4	-7,7	3,1	5,7	7,5	2,2	-10,1	7,0	6,9	3,6
Services d'administration publique	-50,8	-21,7	-0,1	11,9	18,4	10,0	57,8	7,9	14,1	8,4
SIFIM	1,6	-115,4	-419,8	-44,7	257,9	-1,8	5,6	69,2	40,5	16,6
PIB au coût des facteurs	-6,9	-3,1	2,6	5,6	6,3	6,2	4,9	7,1	6,3	2,9
Taxes sur les produits	-2,3	48,1	13,6	4,4	18,4	4,8	16,0	-15,3	3,1	1,7
PIB aux prix du marché	-6,8	-2,1	2,9	5,6	6,7	6,1	5,3	6,3	6,2	2,9

Tableau 10 : Taux de croissance du produit intérieur brut réel selon les dépenses (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale	-23,6	-3,1	-7,4	21,4	6,8	4,3	5,6	7,4	2,3	0,2
Ménages	-22,6	-1,4	-9,9	23,6	4,6	3,0	4,0	7,3	0,6	2,2
Administration publique et ISBL	-31,8	-34,5	63,3	-11,8	53,4	23,5	24,9	7,8	20,0	-17,2
Formation de capital fixe	48,3	7,3	47,7	3,3	-6,4	16,7	19,1	12,3	6,4	-6,6
Privé	62,4	7,3	40,0	15,8	-11,0	16,7	15,2	12,3	6,4	-9,8
Publique	-36,8	7,3	73,2	-30,2	14,2	16,7	32,5	12,3	6,4	2,8
Variations de stocks	-89,9	-20,3	12,0	138,7	21,5	0,5	-35,5	4,0	2,2	4,1
Demande intérieure	-23,1	-2,3	-2,5	19,1	5,3	5,6	7,1	8,0	2,9	-0,7
Exportation	6,1	-19,5	82,5	14,7	2,7	0,5	1,9	26,7	4,7	-13,7
Importation	-1,3	-23,0	41,0	110,3	-2,1	-0,9	10,0	30,1	-6,9	-25,7
PIB aux prix du marché	-6,8	-2,1	2,9	5,6	6,7	6,1	5,3	6,3	6,2	2,9

Tableau 11 : Contribution des branches en points de croissance du produit intérieur brut réel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur primaire	-2,7	-0,2	-0,5	1,2	0,5	0,3	0,4	0,8	1,3	0,6
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	-2,4	-0,4	-1,0	0,2	0,4	0,1	1,2	0,6	0,6	0,6
Extraction	-0,2	0,2	0,5	1,0	0,1	0,2	-0,8	0,2	0,7	0,1
Secteur secondaire	-0,1	-2,8	1,0	-0,2	1,6	4,0	1,6	1,2	0,6	0,4
Industries manufacturières	0,0	-3,1	0,8	-0,9	0,8	3,2	1,6	1,0	0,5	0,4
Bâtiment et travaux publics	-0,1	0,2	0,2	0,6	0,7	0,7	0,0	0,2	0,1	0,2
Electricité et eau	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,2
Secteur tertiaire	-4,3	-0,1	2,0	4,5	4,0	1,7	2,7	4,9	4,2	1,8
Commerce	-0,1	0,2	0,0	0,2	1,7	0,6	1,3	1,7	1,6	1,5
Transports et telecommunications	-0,1	1,0	1,9	3,1	1,2	0,5	1,0	2,3	1,4	-0,4
Autres services hors adm. publique	-1,9	-1,1	0,4	0,8	1,0	0,3	-1,3	0,8	0,8	0,4
Services d'administration publique	-2,1	-0,7	0,0	0,3	0,5	0,3	1,8	0,4	0,7	0,4
SIFIM	0,0	0,5	-0,3	0,1	-0,3	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,1
PIB au coût des facteurs	-7,0	-3,1	2,5	5,4	6,1	6,0	4,7	6,9	6,1	2,8
Taxes sur les produits	0,0	1,0	0,4	0,1	0,6	0,2	0,6	-0,6	0,1	0,1
PIB aux prix du marché	-6,8	-2,1	2,9	5,6	6,7	6,1	5,3	6,3	6,2	2,9

Tableau 12 : Contribution des emplois en points de croissance du produit intérieur brut réel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale	-21,3	-2,8	-6,6	17,3	6,3	4,0	5,1	6,8	2,1	0,2
Ménages	-18,3	-1,2	-8,6	17,9	4,1	2,6	3,4	6,1	0,5	1,8
Administration publique et ISBL	-2,9	-1,6	2,0	-0,6	2,2	1,4	1,7	0,6	1,7	-1,6
Formation de capital fixe	2,7	0,6	4,1	0,4	-0,8	1,8	2,2	1,6	0,9	-0,9
Privé	3,0	0,4	2,6	1,4	-1,1	1,4	1,4	1,2	0,7	-1,0
Publique	-0,3	0,1	1,5	-1,0	0,3	0,4	0,9	0,4	0,2	0,1
Variations de stocks	-4,8	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Demande intérieure	-23,4	-2,3	-2,5	17,8	5,6	5,8	7,3	8,4	3,0	-0,8
Exportation	0,8	-2,8	9,6	3,0	0,6	0,1	0,4	5,3	1,1	-3,2
Importation	0,2	2,9	-4,1	-15,2	0,6	0,2	-2,4	-7,4	2,1	6,8
PIB aux prix du marché	-6,8	-2,1	2,9	5,6	6,7	6,1	5,3	6,3	6,2	2,9

II.3. Comptes des branches, 2005 et 2006

Tableau 13 : Comptes de branches d'activités économiques (en millions de CDF courants), 2005

Code Branches	Libelle des branches regroupées	Production des branches	Consommation intermédiaire	Valeur Ajoutée	Rémunération des salariés	Salaires bruts	Cotisations sociales effectives	Cotisations sociales fictives	Autres impôts sur production	Subventions sur production	Excédent brut d'exploitation	Effectifs employés	Structure V-A par branche
	TOTAL	8 367 672	2 900 789	5 466 883	912 670	855 915	43 967	12 788	40 862	-8 660	4 522 011	20 016 945	100,00
A	Primaire	2 101 005	446 253	1 654 752	199 406	188 376	8 856	2 174	30 100	0	1 425 246	15 181 863	30,27
10	Agriculture, elev, peche	1 286 842	172 509	1 114 333	29 874	29 250	350	274			1 084 459	14 357 556	20,38
20	Sylvi., l'exploit. Forest. et serv. annexes	151 266	42 034	109 232	51 656	50 807	650	199			57 576	57 119	2,00
30	Extraction	662 897	231 710	431 187	117 876	108 319	7 856	1 701	30 100		283 211	767 188	7,89
B	Secondaire	2 683 312	1 311 860	1 371 452	281 118	251 249	25 281	4 588	6 999	-2 745	1 086 080	1 009 761	25,08
40	Industries alimentaires,boissons et tabac	1 535 339	799 452	735 887	29 623	27 423	1 467	733	1 019		705 245	313 421	13,46
50	Industrie de l'habillement, textiles, cuir	179 099	84 083	95 016	12 794	11 990	608	196	63		82 159	174 879	1,74
60	Industrie du Bois	31 940	14 860	17 080	11 407	10 704	532	171	152		5 521	89 788	0,31
70	Industries chimiques	116 672	60 164	56 508	9 579	8 386	952	241	127		46 802	11 021	1,03
80	Industries des produits minéraux non métalliques	45 179	20 597	24 582	9 099	8 300	615	184	121		15 362	9 406	0,45
90	Autres industries	238 281	72 763	165 518	86 675	72 911	13 357	407	1 540		77 303	179 977	3,03
100	Electricité, gaz, vapeur et eau	86 802	25 881	60 921	42 056	36 600	3 100	2 356	3 945	-2 745	17 665	37 310	1,11
110	Construction	450 000	234 060	215 940	79 885	74 935	4 650	300	32		136 023	193 959	3,95
C	Tertiaire	3 583 355	1 142 676	2 440 679	432 146	416 290	9 830	6 026	3 763	-5 915	2 010 685	3 825 321	44,64
120	Commerce	890 246	168 436	721 810	40 795	38 350	1 618	827	1 450		679 565	2 143 583	13,20
130	Restauration et hotel	446 464	284 613	161 851	15 155	13 855	985	315	90		146 606	98 199	2,96
140	Transports, entrepots et telecom	1 029 022	245 148	783 874	97 078	91 466	4 690	922	2 065		684 731	268 695	14,34
150	Education et sante	221 342	41 816	179 526	89 216	89 127	40	49			90 310	533 611	3,28
160	Banques et assurance	96 159	57 359	59 205	34 121	29 780	1 671	2 670	125	-5 915	30 874	32 809	1,08
170	Autres services marchands	489 719	114 593	375 126	28 816	26 917	826	1 073	33		346 277	315 552	6,86
180	Production collective des APU	404 278	230 696	173 582	120 895	120 725		170			52 687	425 180	3,18
190	Production de services domestiques	6 125	15	6 110	6 070	6 070					40	7 692	0,11
200	Sifim			-20 405							-20 405		-0,37

Tableau 14 : Comptes de branches d'activités économiques (en millions de CDF courants), 2006

Code branches	Libelle des branches regroupées	Production des branches	Consommation intermédiaire	Valeur Ajoutée	Rémunération des salariés	Salaires bruts	Cotisations sociales effectives	Cotisations sociales fictives	Autres impôts sur production	Subventions sur production	Excédent brut d'exploitation	Effectifs employés	Structure V.A par branche
Total		9 961 439	3 535 683	6 425 756	1 298 712	1 253 005	36 928	8 779	40 413	-453	5 087 084	21 859 759	100
A	Primaire	2 317 691	519 687	1 798 004	210 875	200 845	8 362	1 668	30 886	0	1 556 243	16 649 473	27,98
10	Agriculture, elev, peche Sylvi., l'exploit. Forest. et serv.	1 521 482	214 604	1 306 878	32 174	31 575	322	277	62		1 274 642	15 956 482	20,34
20	Annexes	176 600	48 083	128 517	64 964	64 377	449	138			63 553	60 561	2
30	Extraction	619 609	257 000	362 609	113 737	104 893	7 591	1 253	30 824		218 048	632 430	5,64
B	Secondaire	3 325 517	1 675 824	1 649 693	352 133	340 599	10 598	936	2 207	-453	1 295 806	2 753 067	25,68
40	Industries alimentaires,boissons et tabac	1 756 692	996 839	759 853	39 211	36 887	1 584	740	1 409		719 233	355 344	11,83
50	Industrie de l'habillement, textiles, cuir	192 034	92 308	99 726	13 364	12 562	606	196	64		86 298	170 667	1,55
60	Industrie du Bois	41 927	26 384	15 543	14 104	13 171	933		13		1 426	1 592 319	0,24
70	Industries chimiques	132 876	71 334	61 542	10 624	9 725	899		221		50 697	14 450	0,96
80	Industries des produits minéraux non métalliques	60 137	24 069	36 068	11 515	11 163	352		236		24 317	9 142	0,56
90	Autres industries	416 762	117 383	299 379	139 124	138 777	347		106		160 149	291 016	4,66
100	Electricité, gaz, vapeur et eau	114 514	30 385	84 129	47 361	46 000	1 361			-453	37 221	49 221	1,31
110	Construction	610 575	317 122	293 453	76 830	72 314	4 516		158		216 465	270 908	4,57
C	Tertiaire	4 318 231	1 340 172	2 978 059	735 704	711 561	17 968	6 175	7 320	0	2 235 035	2 457 219	46,37
120	Commerce	1 030 896	166 234	864 662	25 222	24 020	1 202		3 528		835 912	25 000	13,46
130	Restauration et hotel	500 140	292 047	208 093	12 093	11 951	142		123		195 877	127 647	3,24
140	Transports, entrepots et telecom	1 252 397	308 764	943 633	106 906	96 619	10 197	90	1 687		835 040	273 836	14,69
150	Education et sante	259 603	46 565	213 038	137 251	137 198	53		21		75 766	916 300	3,32
160	Banques et assurance	95 281	40 289	54 992	52 048	48 331	3 717		1 089		1 855	25 473	0,86
170	Autres services marchands	585 193	152 927	432 266	37 078	34 627	2 451		872		394 316	462 736	6,73
180	Production collective des APU	588 382	298 803	289 579	358 720	352 429	206	6 085			-69 141	618 134	4,51
190	Production de services domestiques	6 339	17	6 322	6 386	6 386					-64	8 093	0,1
200	Sifim		34 526	-34 526							-34 526		-0,54

II.3 Prise en compte du secteur informel dans le produit intérieur brut

Tableau 15 : Prise en compte du secteur informel dans le produit intérieur brut (en millions de CDF), 2005

		Formelle	Informelle	Ménage usage propre	Total	Part de l'informel
	Secteur primaire	258 421	1 396 331	0	1 654 752	84,4
	Agriculture, Sylvic. Et Pêche	45 167	1 178 398	0	1 223 565	96,3
10	AGRICULTURE VIVRIERE	0	875 422	0	875 422	100,0
20	AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION	31 016	43 410	0	74 426	58,3
30	ELEVAGE ET CHASSE	2 830	56 215	0	59 045	95,2
40	SYLVIC., EXPLOITA. FORESTI. ET SERVICES ANNEXES	11 321	97 911	0	109 232	89,6
50	PECHE, PISCICULTURE, SERVICES ANNEXES	0	105 440	0	105 440	100,0
60	EXTRACTION	213 254	217 933	0	431 187	50,5
	Secteur secondaire	738 325	630 890	2 237	1 371 452	46,0
70	INDUSTRIES DE VIANDES ET DE POISSONS	0	146 374	0	146 374	100,0
80	FABRICATION DE CORPS GRAS	42 026	68 717	0	110 743	62,1
90	TRAVAIL DE GRAINS, FABRICA. DE PRODUITS AMYLACES	51 928	167 164	0	219 092	76,3
100	FABRICATION DE PRODUITS ALIMENT. BASE DE CEREALES	55 729	25 760	0	81 489	31,6
110	FABRI. SUCRE; TRANSF. THE CAFE; CHOCO..., CONFISE.	14 059	64	0	14 123	0,5
120	AUTRES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	4 134	29 789	0	33 923	87,8
130	FABRICATION DE BOISSONS	84 032	16 592	0	100 624	16,5
140	FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	28 996	523	0	29 519	1,8
150	FABRICATION DE TEXTILE ET D'ARTICLES D'HABILLEMENT	13 536	69 662	0	83 198	83,7
160	TRAVAIL DU CUIR, FABRI. CHAUSS. ARTICLES VOYAGE.	397	11 421	0	11 818	96,6
170	TRAVAIL DE BOIS, FABRI. ARTICLES EN BOIS, VANNERIE	14 610	2 470	0	17 080	14,5
180	FABRICATION DE PAPIER, CARTON, IMPRIM. ET EDITION	2 515	1	0	2 516	0,0
190	RAFFIN. PETROLE ET TRANSFOR. PRD. ENERGETIQUES	2 136	0	0	2 136	0,0
200	FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	28 659	4 296	0	32 955	13,0
210	FABRICATION DE PRD. EN CAOUTCH. OU EN PLASTIQUES	21 417	0	0	21 417	0,0
220	FABRICATION DE PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES	23 262	1 320	0	24 582	5,4
230	METALLURGIE, FONDERIE, FABRICA. D'OUVRAGES METAUX	117 599	11 250	0	128 849	8,7
240	FABRICA. MACHINES, MATERIELS EQUIPEMENTS DIVERS	407	645	0	1 052	61,3
250	EQUIP. APPA. AUDI. COM.; INST. MEDI. OPTI. HORL.	0	256	0	256	100,0
260	CONSTRUCTION DE MATERIEL DE TRANSPORT	4 422	124	0	4 546	2,7
270	FABRI. MEUBLES AUTRES ACTIVI. N.C.A ; RECUPERA.	22 062	6 237	0	28 299	22,0
280	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET D'EAU	60 921	0	0	60 921	0,0
290	CONSTRUCTION	145 478	68 225	2 237	215 940	31,6
	Secteur tertiaire	1 218 913	1 036 744	185 022	2 440 679	42,5
300	COMMERCE	205 553	516 257	0	721 810	71,5
310	REPARATION	665	49 157	0	49 822	98,7
320	HOTELS, BARS ET RESTAURANTS	38 572	123 279	0	161 851	76,2
330	TRANSPORTS ET AUXILIAIRES DE TRANSPORT	246 932	281 839	0	528 771	53,3
340	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	255 103	0	0	255 103	0,0
350	ACTIVITES FINANCIERES	59 205	0	0	59 205	0,0
360	ACTIVITES IMMOBILIERES	27 343	43 628	178 912	249 883	17,5
370	SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES	44 931	20	0	44 951	0,0
380	ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	173 582	0	0	173 582	0,0
390	EDUCATION	73 971	0	0	73 971	0,0
400	SANTE ET ACTION SOCIALE	105 555	0	0	105 555	0,0
410	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	7 906	22 564	6 110	36 580	61,7
420	BRAN. FIC. CON. SERV.INTER. FIN. IND. MES. (SIFIM)	-20 405	0	0	-20 405	0,0
Total	Va prix base	2 215 659	3 063 965	187 259	5 466 883	56,0
	Taxes sur les produits	132 711	70 471		203 182	34,7
	PIB prix marché	2 348 370	3 134 436	187 259	5 670 065	55,3
	Part en % du total	41	55	3	100	55,3

Annexe 1 : Définitions des agrégats et autres concepts du SCN 93

- B.1 La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production (production moins consommation intermédiaire) et peut être calculée – tout comme les soldes suivantes- avant ou après consommation du capital fixe ; on parle de valeur ajoutée brute et de valeur ajoutée nette.

Etant donné que la production est évaluée aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'acquisition, la valeur ajoutée ne contient pas les impôts moins des subventions sur les produits.

- B.1* Produit intérieur brut aux prix du marché

Le produit intérieur brut aux prix du marché (PIBpm) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

- a) Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité. C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale ;
- b) Le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brut de capital fixe, variation des stocks), plus les exportations moins les importations de biens et de services non facteurs ;
- c) Le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subvention, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale).

- B.2 L'excédent d'exploitation et le revenu mixte

L'excédent d'exploitation correspond au revenu que les entreprises, constituées en sociétés, retirent de l'utilisation par elles-mêmes de leurs actifs de production. C'est le dernier solde calculable tant pour les branches d'activité que pour les secteurs institutionnels.

Dans le cas des entreprises non constituées en sociétés appartenant aux ménages, le solde comptable du compte d'exploitation contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par le propriétaire ou les membres de sa famille qui ne peut être distingué de son profit en tant qu'entrepreneur ; on parle alors de revenu mixte.

- B.5* Revenu national brut

Le revenu national brut (ou net) (aux prix du marché) représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subvention, revenus de la propriété (à recevoir moins à payer) ; excédent d'exploitation (brut ou net) et revenu mixte (brut ou net).

Le revenu national brut (aux prix du marché) est égal au PIB diminué des revenus primaires versés par des unités résidentes à des non résidentes et augmenté des revenus primaires reçus du reste du monde par des unités résidentes.

Le concept de revenu national brut (RNB) (aux prix du marché) est identique à celui du produit national brut (PNB) (aux prix du marché) qui a généralement été utilisé jusqu'ici en comptabilité nationale.

- D.1 La rémunération des salariés

La rémunération des salariés (D.1) se définit comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes.

La rémunération des salariés comprend les cotisations sociales effectives et fictives à charge des employeurs.

- D.2 Les impôts sur la production et les importations

Les impôts sur la production et les importations (D.2) sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation des biens et des services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrain, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation des bénéfices d'exploitation.

- D.21 Les impôts sur les produits

Les impôts sur les produits (D.21) sont des impôts dus par unité de biens ou de service produite ou échangée. Ils peuvent correspondre à un montant monétaire déterminé à verser par unité de quantité du bien ou de service ou être calculés ad valorem sous la forme d'un pourcentage déterminé de leur prix unitaire ou de leur valeur.

- D.29 Les autres impôts sur la production

Il s'agit de tous les impôts que les entreprises supportent du fait de leurs activités de production, à l'exclusion des impôts sur les produits. Ils ne comprennent pas les impôts sur les profits ou les autres revenus reçus par l'entreprise et ils doivent être acquittés quelle que soit la rentabilité des activités de production.

- D.3 Les subventions

Les subventions (D.3) sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leur prix ou la rémunération des facteurs de production.

Par convention, l'autre production non marchande (P.13) ne peut bénéficier de subvention sur les produits.

- D.31 Les subventions sur les produits

Les subventions (D.31) sont des subventions versées par unité de bien ou de service produite ou importée. Les subventions peuvent consister en un montant monétaire déterminé à verser par unité de quantité du bien ou de service ou être calculées ad valorem sous la forme d'un pourcentage déterminé de leur prix unitaire. Les subventions peuvent également être calculées en faisant la différence entre un prix objectif et le prix du marché effectivement payé par l'acheteur.

Les subventions sur les produits sont également dues à partir du montant où un bien ou un service est produit, vendu ou importé.

Par convention, les subventions sur les produits concernent uniquement la production marchande (P.11) et la production pour usage final propre (P.12).

- K.1 La consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe (K.1) représente la dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'une usure normale et d'obsolescence prévisible y compris une provision pour pertes d'actifs fixes à la suite de dommages accidentels assurables.

- P.1 La production

La production (P.1) est une activité exercée sous contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources – main-d'œuvre, capital, biens et services – pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain.

Le SCN 93 distingue trois types de production :

- a) La production marchande (P.11) ;
- b) La production pour usage finale propre (P.12) ;
- c) L'autre production non marchande (P.13).

- P.2 La consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire (P.2) est égale à la valeur des biens et services utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. Les biens et services concernés sont soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production.

- P.3 La dépense de consommation finale

La dépense de consommation finale (P.3) recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles résidentes à l'acquisition de biens ou services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des membres de la communauté. La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

- P.5 La formation brute de capital

La formation brute de capital (P.5) comprend :

- a) La formation brute de capital fixe (P.51)

La formation brute de capital fixe (P.51) est égale aux acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisés par les producteurs résidents au cours de la période de référence, augmentées de certains plus-values sur les actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productrices ou institutionnelles.

Par actifs fixes, il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

- b) La variation des stocks (P.52)

La variation des stocks (P.52) est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la variation des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.

- c) Les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur (P.53)

Par objet de valeur, il faut entendre des biens non financiers qui ne sont normalement pas utilisés à des fins de production ou de consommation qui, dans des conditions normales, ne se détériorent pas (physiquement) avec le temps et qui sont principalement acquis et détenus pour servir de réserve de valeur.

- Prix de base, prix du marché, prix d'acquisition et prix constants

- a) Prix de base

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant diminué des impôts à payer

moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits).

Le prix de base exclut les éventuels frais de transports facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transports apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé.

b) Prix du marché

Le système n'essaye pas de déterminer l'unité de ces flux et stocks, mais cherche plutôt à en mesurer la valeur d'échange, c'est-à-dire la valeur à laquelle ils sont ou pourraient être échangés contre des espèces.

c) Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui. Le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour prendre livraison au moment et au lieu requis.

d) Prix constants

Procéder à une évaluation à prix constants consiste à évaluer les flux et les stocks d'une période comptable au prix d'une période antérieure, le but étant de décomposer les variations dans le temps des valeurs des flux et des stocks en un élément variation du prix et un élément variation en volume. L'expression en volume est synonyme à prix constants.

- Résidence

Les secteurs et les sous-secteurs d'une économie se composent de deux types d'unités institutionnelles : a) les ménages, y compris les particuliers qui forment un ménage ; b) les entités juridiques et sociales, telles que les sociétés et les quasi-sociétés, les institutions sans but lucratif (ISBL) et les administrations publiques de cette économie.

La situation des producteurs au regard de la résidence délimite la production intérieure et influe sur le calcul du produit intérieur brut (PIB) et de nombreux flux importants du SCN.

Une unité institutionnelle résidente est dès lors dite résidente d'un pays si son centre d'intérêt économique se trouve sur le territoire économique de ce pays.

Le territoire économique d'un pays est la zone géographique relevant d'une administration centrale (ci-après appelée gouvernement) et à l'intérieur de laquelle les personnes, les biens et les capitaux circulent librement. Le territoire économique d'un pays ne comprend pas les

enclaves territoriales utilisés par des gouvernements étrangers ou des organisations internationales qui sont physiquement situées à l'intérieure des frontières géographiques du pays.

- La résidence des ménages et des particuliers

Un ménage a un centre d'intérêt économique lorsqu'il a, à l'intérieur du pays, un domicile ou plusieurs domiciles successifs que les membres du ménage considèrent et utilisent comme leur résidence principal. Tous les particuliers qui appartiennent au même ménage doivent être résidents du même pays. Si un membre d'un ménage existant venait à ne plus être considéré comme résident du pays dans lequel le ménage réside, il cesserait de faire partie du ménage.

Les particuliers à considérer comme résidents peuvent être rangés dans les catégories suivantes :

- a) Voyageurs ou visiteurs, c'est -à- dire les particuliers qui quittent le territoire économique pour moins d'un an à des fins diverses : agrément, affaires, santé, études, raisons religieuses ou autres ;
- b) Particuliers qui travaillent à titre temporaire ou permanent sur un territoire économique différent de celui où réside le ménage dont ils font partie :
 - i) Travailleurs qui sont employés pendant une partie de l'année dans un autre pays, dans ce cas en fonction des variations de la demande saisonnière de main-d'œuvre, et qui réintègrent ensuite leur ménage ;
 - ii) Travailleurs frontaliers qui franchissent la frontière tous les jours ou à intervalles moins rapprochés (par exemple toutes les semaines) pour travailler dans un pays limitrophe ;
 - iii) Personnel des organisations internationales qui travaille dans l'enclave de ces organisations ;
 - iv) Personnel recruté dans le pays qui emploie les ambassades, consulats, bases militaires, etc.
 - v) Equipages de navires, avions ou autre matériel mobile exploité en partie ou en totalité en dehors du territoire économique.

Un particulier cessera vraisemblablement d'être résident s'il vit ou travaille de façon continue pendant un an au moins dans un pays étranger.

- Résidence des sociétés et des quasi-sociétés

Les sociétés et les quasi-sociétés sont réputées avoir un centre d'intérêt économique et être des unités résidentes d'un pays (territoire économique) dès lors qu'elles y produisent une quantité significative de biens ou de services ou qu'elles y possèdent des terrains ou des immeubles. Elles doivent avoir sur le territoire de cette économie au moins une unité de production qu'elles ont l'intention d'exploiter indéfiniment ou pendant une période

prolongée ; cette période est d'un an au moins, mais la règle doit être appliquée avec souplesse.

- Population totale

A une date déterminée, la population totale d'un pays comprend l'ensemble des personnes (y compris étrangers) établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. Dans certains cas, la moyenne annuelle du nombre d'habitants servira de base de référence pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou pour les comparaisons.

- Population active

La population active comprend toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre nécessaire aux activités de production. Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou travailleurs indépendants, aides-familiaux) ou chômeurs.

- Salariés

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une redistribution équivalente (enregistré en D.1 Rémunération des salariés).

- Travailleurs indépendants

Par travailleurs indépendants, il faut entendre les personnes qui sont seuls propriétaires ou copropriétaires des entreprises sans personnalité juridique dans lesquelles elles travaillent, à l'exclusion des entreprises sans personnalité juridique classées comme quasi-sociétés. Les travailleurs indépendants sont classés sous cette rubrique s'ils n'exercent pas en même temps et à titre principal un travail salarié, auquel cas ils sont classés dans la catégorie salariés.

- Travailleurs familiaux

Les travailleurs familiaux (aides-familiaux) sont des travailleurs non rémunérés, y compris ceux travaillant dans des entreprises sans personnalité juridique qui se consacrent entièrement ou partiellement à la production marchande.

Annexe 2 : Composition de la Commission des Etudes Statistiques et Comptes Nationaux (CESCN)

- *Le Bureau du Président de la République*
- *Le Ministère du Plan et Suivi de la Révolution de la Modernité*
- *Le Ministère de l'Economie Nationale,*
- *Le Ministère Finances*
- *Le Ministère de Budget*
- *Le Ministère de l'Agriculture*
- *Le Ministère du Commerce Extérieur*
- *Le Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale*
- *La Banque Centrale du Congo*
- *La Direction Générale de Douanes et Assises (DGDA)*
- *L'office Congolais de Contrôle (OCC)*
- *L'Institut National de la Statistique (INS)*
- *L'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES), UNIKIN*
- *La Fédération des Entreprises (FEC)*
- *L'Union Nationale de Travailleurs au Congo (UNTC)*
- *Le Conseil Permanant de la Comptabilité au Congo (CPC), (observateur)*

Annexe 3 : comité des experts de la CESCN

- *Le Directeur de Synthèses Economiques de l'INS*
- *Le Chef de Division de la Comptabilité Nationale de l'INS*
- *Le Directeur des Statistiques Générales de l'INS*
- *Le Directeur de la direction d'analyse de BCC*
- *Le Directeur de la Direction de Recherche et Statistique de BCC*
- *Le Responsable du Bureau des Comptes Nationaux de la BCC*
- *Le Chef de Division des Etudes Macro-économiques du Ministère du Plan et Suivi de la Révolution de la Modernité*
- *Un Représentant du Ministère de l'Economie*
- *Un Représentant du Ministère des finances*
- *Un Représentant du Ministère de budget*
- *Un Représentant du Ministère de l'industrie, petite et moyenne entreprises*
- *Un Représentant de l'IRES*

Annexe 4 : experts ayant contribué à l'élaboration des comptes nationaux

Institut National de la Statistique

- *KANKWANDA EBULELANG*
- *MPAKA EBUN'BE*
- *LUVENGOMOKA NDONGALA*

- *MINGIEDI MATONDO*
- *KADILA NGALULA*
- *BAKAMBANA MBIZI*
- *BITINI BABASE*
- *IBUDI MUYANDA*
- *NGWEJ KAYOMBO*
- *PANU KITENGE*
- *BOKUMA ONSITI*
- *EWOMO NTOTELE*
- *KAVIRA SAFI*
- *LUPAPA LIBOTE*
- *CIRINDA MULUME*

Banque Centrale du Congo

- *MUTOMBO MULEMULE*
- *MAKOLO MBO*
- *MUKALAY BANZA*
- *NDAGANO MUSHAGASHA*

Annexe 5 : Comité de redaction

- *KANKWANDA EBULELANG*
- *MPAKA EBUMB'E*
- *LUVENGOMOKA NDONGALA*
- *MINGIEDI MATONDO*
- *KADILA NGALULA*
- *BAKAMBANA MBIZI*
- *BITINI BABASE*
- *BOKUMA ONSITI*